diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

Côte d'Ivoire : quelles issues possibles après deux mois d'attentisme et de pouvoir bicéphale ?

vendredi 21 janvier 2011,par Philippe HUGON

Citer cet article / To cite this version :
Philippe HUGON, **Côte d'Ivoire : quelles issues possibles après deux mois d'attentisme et de pouvoir bicéphale ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 21 janvier 2011.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les défis à relever post crise et conflit sont considérables. Il faudra mettre en oeuvre une pacification durable et une reconstruction économique avec l'adhésion de la population et pas seulement les appuis extérieurs. L'économie ivoirienne est paralysée. On estime à plus de 500 000 les pertes d'emplois. Les départs des immigrés ont été supérieurs à 1 million. Les grands groupes peuvent faire le gros dos mais la situation est catastrophique pour les PME où les Libanais mais également les Ivoiriens ont un rôle central. Les filières cacao et café se sont maintenues (1,2 millions tonnes soit 40% des exportations mondiales) mais un fort ralentissement est notable pour les secteurs de PME. Le port d'Abidjan a vu se réduire de moitié son trafic. Les primes de risques des grands groupes ont flambé. L'administration est divisée et paralysée.

« Nous avons le temps et vous avez la montre » Hâmpata Bâ

A CE JOUR, la situation politique, institutionnelle mais également économique, financière de la Côte d'ivoire demeure bloquée et personne ne peut en connaitre l'issue. Avant d'envisager les défis à relever, rappelons les racines de la crise.

Depuis 15 ans l'argent sert à financer les armes et à asseoir les pouvoirs politiques aux dépens du développement économique

Les racines de la crise ivoirienne sont lointaines et les votes des urnes ne pouvaient à eux seuls les éradiquer. La crise politique que connait la Côte d'Ivoire depuis 10 ans résulte de la faible légitimité des responsables politiques de l'après Houphouët Boigny (mort en 1993), du poison de l'ivoirité inoculé par Konan Bédie puis par Laurent Gbagbo, de la forte baisse du revenu par tête, de l'explosion démographique et du taux élevé d'immigration. Depuis 15 ans l'argent sert à financer les armes et à asseoir les pouvoirs politiques aux dépens du développement économique. Seuls les accords de Ouagadougou du 4 mars 2007 avaient constitué une avancée. La présence des casques bleus (plus de 9 000 hommes) et de 9OO soldats français de la force *Licorne* avait rendu impossible des conflits généralisés mais le désarmement des Forces nouvelles du Nord et des milices du Sud avant les élections n'avait pas vraiment eu lieu. Certes, les symboles de l'Etat étaient de retour (drapeau) et la zone de confiance avait été démantelée mais le pays était divisé entre le Nord et le Sud et avait un pouvoir bicéphale. Le Nord demeurait organisé selon un système « féodal » d'après le rapport des Nations Unies de 2009. Les Forces armées des forces nouvelles (FAFN) et « com zones » étaient maîtres du terrain, elles contrôlaient les ressources naturelles et le commerce (essence, coton). Elles assuraient la sécurité, et pratiquent des péages et rackets. Leurs fonds financent les achats d'armes ou sont placés au Burkina Faso, au Mali voire dans les paradis fiscaux. Au sud, Abidjan vivait dans le désordre et la **corruption** était généralisée. Le cacao, le port d'Abidjan, le pétrole et les prébendes étaient la base de financement du pouvoir.

Quand des élections tournent au « hold up » électoral

Beaucoup avaient depuis 5 ans fini par ne plus croire aux élections présidentielles qui avaient

été six fois reportées. Nous avons toujours écrit que Laurent Gbagbo n'acceptait les élections que parce qu'il était certain de les gagner et que s'il les perdait il n'accepterait pas son échec et que les risques des armes pourraient l'emporter sur le choix des urnes. Rappelons que le premier tour des élections présidentielles a eu lieu le 31 octobre 2010, sans incidents notables, après une campagne apaisée et avec une forte participation de la part de 5,7 millions d'Ivoiriens appelés aux urnes. Le second tour du 29 novembre 2010 entre Alassane Ouattara du RHDP (avec le ralliement de Konan Bédié) et Laurent Gbagbo du FPI a été marqué par certains incidents, des intimidations et une plus faible participation. La commission électorale a annoncé les résultats en proclamant Alassane Ouattara vainqueur avec 54,1% mais le Conseil constitutionnel au lieu d'invalider certains votes ou de proposer de nouvelles élections a inversé les résultats en proclamant Laurent Gbagbo vainqueur avec 51 %.

Il n'y a pas de doutes de la part des observateurs quant aux résultats réels des urnes. Il y a eu certes des fraudes électorales notamment au Nord mais dont l'ampleur ne permettait aucunement d'inverser les résultats. **Les déterminants du vote** n'ont été que partiellement ethniques et religieux du fait de l'instrumentalisation de l'ethnicité depuis 10 ans notamment par le concept d'ivoirité. Ils ont été nationalistes et populistes vue la posture indépendantiste et souvent anti française de L. Gbagbo qui a voulu engranger des voix en présentant ses adversaires comme les candidats de l'étranger. Ils ont été démographiques et sociaux (la jeunesse privée d'emplois représente la moitié des électeurs). Le pays a un pouvoir bicéphale entre le Nord et le Sud. Abidjan regroupe 1/3 des électeurs. La communauté internationale est fatiguée par la situation ivoirienne avec quelques 9 500 casques bleus assurant la sécurité auxquels s'ajoute la force *Licorne*. La lassitude des ivoiriens était grande. La maturité politique des citoyens ivoiriens a montré le refus de la division et du poison de l'ivoirité.

Il y a eu condamnation de ce « hold up électoral « par la communauté internationale, la CEDEAO, l'UA, l'UE, l'ONU et par les grandes puissances. L. Gbagbo a été isolé diplomatiquement mais s'est maintenu au pouvoir pendant que A. Ouattara restait enfermé dans un hôtel protégé par les forces de l'ONUCI. Il y a eu alors deux chefs d'Etat, deux premiers ministres et deux gouvernements. Le pouvoir bicéphale du Nord et du Sud s'est transformé en un pouvoir bicéphale, fruit des élections, localisé à Abidjan. Guillaume Soro est toujours premier ministre mais aujourd'hui de A. Ouattara.

Gbagbo a fait le gros dos et a pratiqué une posture de hérisson

Le blocage de la situation dure depuis près de deux mois. Les affrontements ont fait plus de 200 morts avec de possibles charniers. Il y a eu conjonction de médiations, de sanctions, de menaces d'intervention militaire de la part de la CEDEAO, de l'UA, du FMI et de la Banque mondiale. Le front a été jusqu' à présent peu fissuré même si la Russie a cherché à bénéficier de la situation et l'Angola a apporté son appui militaire. Mais la condamnation de L. Gbagbo est surtout restée au niveau de la rhétorique. L. Gbagbo a fait le gros dos et a pratiqué une posture de hérisson.

Chacun des protagonistes dispose d'armes différentes. La légalité interne et la légitimité internationale sont du côté de A. Ouattara mais L. Gbagbo dispose de la force, de la puissance du feu et d'une légitimité auprès d'une partie de la population du Sud qui est persuadée qu'il a

gagné et (ou) qu'il est victime d'un complot étranger et qu'il y a ingérence voire recolonisation de la Côte d'Ivoire.

Le temps semble jouer en faveur de L. Gbagbo. Il veut jouer sur la lassitude de la communauté internationale, les fissures au sein des pays africains et surtout les risques des guerres civiles et des affrontements entre armées. L. Gbagbo dispose de nombreuses armes, d'un art consommé de la manipulation, de l'armée ou plus exactement des forces spéciales de sécurité (environ de 5 000 fidèles sur 50 000), la possibilité de faire jouer les escadrons de la mort ou des milices et les jeunes patriotes de Blé Goudé et de jouer sur la peur, l'appui de l'Angola et des mercenaires libériens, la manipulation de l'information par le contrôle des medias, le soutien d'intellectuels enseignants, étudiants et du sous prolétariat urbain. Il s'appuie sur un discours ethno-nationaliste et populiste vantant une seconde décolonisation et l'indépendance et dénonçant les candidats de l'étranger et instrumentalise l'ethnicité. Il est convaincu que A. Ouattara était à l'origine de la rébellion de 2002. La séduction d'un discours africain et d'un résistant contre le monde occidental à la Robert Mugabe et les ingérences internationales est grande auprès de certains Africains. Avec habileté, il a signé des contrats avant les élections avec les grands groupes français (Bouygues, Bolloré, Total). Il dispose de réseaux « France Afrique » qu'il sait activer et il joue sur la menace concernant la sécurité des 15 000 français (dont 60 % de bi nationaux). Il sait jouer de l'argumentaire deux poids deux mesures en notant le caractère non démocratique de nombreux régimes africains qui le condamnent. Les gels des avoirs de la part de l'UE, les menaces de la CPI, les ultimatums pour son départ ont plutôt renforcé sa stature de résistant. En revanche, il a besoin de 70 milliards FCFA par mois pour payer les fonctionnaires et les militaires, or il a hypothéqué pour 2 ans les recettes pétrolières (110 milliards FCFA) et risque de ne pas bénéficier des recettes cacaoyères (329 milliards FCFA).

A. Ouattara a gagné la bataille diplomatique. Il a la légitimité de la victoire électorale mais n'a pu mobiliser ses partisans dans la rue. Il a l'appui du Nord dont il est originaire et la stature d'un ancien premier ministre d'Houphouët Boigny et d'un directeur adjoint du FMI. Il a la plus grande légitimité auprès de la communauté financière internationale pour redresser l'économie et les finances du pays. Mais il a été relativement absent, en dehors de déclarations verbales et n'a pu montrer sa posture de chef d'Etat étant dépendant de la protection de l'ONUCI. Il est resté enfermé dans son hôtel et ne pourra participer à la prochaine conférence de l'UA que par l'intervention des hélicoptères de l'ONUCI. Il bénéficie des Forces nouvelles (4 000 hommes) pouvant recevoir des appuis africains. Il peut tirer profit de l'assèchement économique et financier de L. Gbagbo du fait de l'affectation des comptes de la BCEAO même si son gouverneur a été nommé par Gbagbo.

Quelles perspectives ?

Quelles sont les perspectives, après près de deux mois d'impasse ? Tout a été fait pour éviter le scenario du pire celui de la guerre civile. Mais les médiations de la CEDEAO et de l'UA ont échoué comme prévu et les solutions diplomatiques ont montré leurs limites. Les sanctions de l'UE, de la Banque mondiale ou du FMI, les menaces de la CPI n'ont eu, jusqu'à présent (20 janvier 2011) que peu d'impact. Les réunions des chefs d'Etat major de la CEDEAO continuent de faire planer la menace d'une intervention militaire.

Plusieurs scenarii sont possibles. Le départ de L. Gbagbo à la Haïtienne parait plus que jamais très improbable. Une cohabitation à la Zimbabwéenne ou à la Kenyane a montré ses limites. Un affrontement entre les forces nouvelles et l'armée loyaliste appuyée par l'Angola et les mercenaires Libériens présenterait des risques très élevés de guerre civile et aurait des coûts considérables non seulement pour la Côte d'Ivoire mais également pour la région. De nouvelles élections auraient pu être proposées par le Conseil constitutionnel mais on reviendrait à la case départ alors que les élections ivoiriennes ont été les plus chères que l'on ait connu dans le monde. Une opération ciblée éclair concernant L. Gbagbo de type *Entebe* est peu réalisable du fait du système de protection assuré notamment par les Israéliens. Une partition du pays en deux conduirait à un retour à la case départ et entérinerait une opposition entre le Sud économiquement utile et le Nord enclavé. Un coup d'Etat militaire est toujours possible même si Gbagbo contrôle les forces spéciales de sécurité. L'étranglement économique et financier a des coûts élevés pour les populations mais il peut asphyxier le « système » Gbagbo. Les mouvements populaires ont été jusqu'à présent limités mais ils peuvent se développer avec le non paiement des fonctionnaires, la flambée des prix et la montée du chômage.

Les défis à relever post crise et conflit sont considérables. Si A. Ouattara l'emporte en définitive, il devra réaliser une pacification durable et une reconstruction économique avec l'adhésion de la population et pas seulement les appuis extérieurs. L'économie ivoirienne est paralysée. On estime à plus de 500 000 les pertes d'emplois. Les départs des immigrés ont été supérieurs à 1 million. Les grands groupes peuvent faire le gros dos mais la situation est catastrophique pour les PME où les Libanais mais également les Ivoiriens ont un rôle central. Les filières cacao et café se sont maintenues (1,2 millions tonnes soit 40% des exportations mondiales) mais un fort ralentissement est notable pour les secteurs de PME. Le port d'Abidjan a vu se réduire de moitié son trafic. Les primes de risques des grands groupes ont flambé. L'administration est divisée et paralysée.

C'est par des mouvements populaires montrant une détermination de rompre les blocages politiques qui paralysent ou ruinent l'économie que A. Ouattara aura sa forte légitimité. Peu de pays ont autant mobilisé de financement, d'efforts de la communauté internationale pour sortir de la crise. Chacun sait qu'une crise durable ou des affrontements violents concerneraient toute l'Afrique de l'Ouest.

Manuscrit clos le 20 janvier 2011.

Copyright Janvier 2011-Hugon/Diploweb

Plus

. Xavier Aurégan, La Chine en Côte d'Ivoire : le double jeu, Diploweb, avril 2011.

P.-S.

Directeur de recherche à l'IRIS, en charge de l'Afrique. Consultant pour de nombreux organismes internationaux et nationaux d'aide au développement (Banque mondiale, BIT, Commission européenne, OCDE, Ministère des Affaires étrangères, PNUD, UNESCO), il est Professeur émérite, agrégé en sciences économiques, classe exceptionnelle à l'Université Paris X Nanterre.